

L'invité de Grain de sel: Philippe Mathieu

► Philippe Mathieu est ministre de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR) d'Haïti depuis mars 2004. Agronome de formation, abonné de Grain de sel, il a très aimablement accepté de se prêter au jeu du « cyber-entretien ». Nous l'avons interrogé sur des thèmes d'actualité, mais aussi sur des dossiers de fonds : politique et recherche agricole.

GRAIN DE SEL : Quels sont, pour vous, les chantiers prioritaires dans la mise en place d'une politique agricole pour Haïti ?

PM : Le MARNDR, grâce aux investissements multiformes et massifs espérés pour les prochaines années, donne la priorité aux domaines et filières offrant des opportunités et permettant de générer emplois et valeur ajoutée. Construction d'infrastructures rurales, renforcement des filières porteuses (exportation, marché local et filières à vocation « mixte »), consolidation de l'amont de la production (intrants, crédits et sols) sont ainsi des domaines d'intervention privilégiés. Les différents types d'appui à apporter pourraient être : des subventions visant à faciliter les investissements du secteur privé; des appuis pour la mise en marché des produits; des appuis pour l'établissement de relations contractuelles entre les producteurs et le secteur privé « traditionnel » en vue de faciliter, au bénéfice de tous, la pénétration du marché; des actions de recherche-développement très ciblées visant à augmenter la production unitaire des produits considérés.

La pleine application de la politique agricole du gouvernement requiert notamment : la création d'un contexte politique et économique favorable (c'est-à-dire une priorisation du sec-

teur agricole dans les options politiques gouvernementales et un marché contrôlé pour limiter les impacts sur les prix agricoles), le renforcement institutionnel du ministère de l'Agriculture, mais également le renforcement des partenariats (secteur public/secteur privé; MARNDR/organisations internationales et non gouvernementales), le renforcement des OP (en vue de leur participation efficace dans la planification et l'exécution des schémas d'intervention) et la création d'un mécanisme de financement des interventions et des activités.

Gds : Au lendemain du passage du cyclone Jeanne, quelles leçons tirer quant à la prise en charge de la sécurité alimentaire en période de crise ?

PM : Fort malheureusement, les réserves alimentaires dans le pays sont trop limitées et l'arrivée de stocks supplémentaires prend tellement de temps que leur utilité devient parfois non urgente. Il ressort de plus en plus que le manque de coordination entre les différents acteurs représente un handicap majeur, qui peut, à son tour, constituer un facteur aggravant de désastre. De ce fait, la prise en charge de la sécurité alimentaire en période de crise ne peut être conséquente que si elle est organisée au niveau national : structuration des

réseaux de production et de distribution nationaux; organisation des filières stratégiques alimentaires; engagement de décisions politiques vers la gouvernance de la sécurité alimentaire.

Gds : Vous êtes vous-mêmes agronome. Quelles sont pour vous, aujourd'hui, les priorités et les difficultés de la recherche agricole haïtienne ?

PM : Trois types de difficultés sont les principaux obstacles au développement d'une recherche agricole haïtienne performante : des ressources humaines insuffisantes et peu motivées du fait de leur dénuement; un financement disponible insignifiant par rapport aux tâches à accomplir; des structures et infrastructures déficientes sinon inexistantes.

Par ailleurs, la recherche agricole en Haïti souffre de discontinuité; on est en perpétuel recommencement. Les priorités à adresser immédiatement sont l'identification et la caractérisation définitive des ressources génétiques à fort potentiel alimentaire et économique, l'amélioration des matériels en regard des problèmes environnementaux (doublement de CO₂, changements climatiques, etc.), la lutte contre les maladies et les pestes et le développement de modèles d'aménagement de bassins versants soutenables. ■

sans
commentaire...

Une image

Une parole

Un chiffre

Bord de route au Sud du Bénin



« On sait comment s'y prendre pour mettre un terme à la faim. Il est temps d'agir pour atteindre l'objectif. C'est une question de volonté politique et de priorités. »

M. Hartwig de Haen, sous-directeur général de l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), responsable du département économique et social. Extrait du rapport annuel de la FAO L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004 (SOFI 2004). Source : <http://www.fao.org/newsroom/fr/news> 8 décembre 2004

0,30

30 centimes d'euros (environ 200 FCFA) : somme que perdent les pays africains pour chaque kilo de coton exporté (étant donné la baisse des cours du coton « fibre », et la faiblesse du dollar par rapport à l'euro et donc au FCFA).

Source : RFI Chronique des matières premières, 23/11/2004. Le coton africain étranglé par la baisse du dollar.